



La déroute du néolibéralisme et du FMI et le défaut argentin gravitent autour de l'avenir de la région

Par [Aram Aharonian](#) et [Horacio Rovelli](#)

Mondialisation.ca, 09 septembre 2019

[alainet.org](#) 4 septembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Peu de choses surprennent dans ce qui était autrefois le grenier du monde, aujourd'hui plein d'indigents et de travailleurs jetés dans la misère par les politiques économiques et sociales du gouvernement néolibéral de Mauricio Macri.

Mercredi 4, les mouvements sociaux et ouvriers de la capitale et de l'agglomération de Buenos Aires, ainsi que le Pôle Ouvrier et la Confédération des Travailleurs de l'Économie Populaire ont exigé la déclaration de l'urgence alimentaire dans le pays, l'ouverture de programmes sociaux et une meilleure alimentation des cantines populaires qui garantissent quotidiennement au moins un repas chaud à des centaines de milliers d'enfants. Ils ont dressé une tente devant le Congrès avec l'idée de rester sur place « jusqu'à l'adoption de la loi d'urgence alimentaire », tandis que des pots populaires étaient organisés au centre-ville, avenue 9 de Julio.

Le mécontentement populaire argentin, exprimé lors des élections primaires du 11 août, modifie la gravitation des prochaines élections présidentielles de Bolivie et d'Uruguay au mois d'octobre. La ratification d'Evo Morales et la continuité du Frente Amplio prennent un autre sens dans le nouveau contexte sud-américain.

Le résultat des primaires (PASO) est un reflet fidèle de la situation argentine : 68% des électeurs ont voté contre la politique du gouvernement de Cambiemos. Le gouvernement néolibéral de Mauricio Macri a reçu une économie sans dette et la livrera en cessation de paiements. Le Ministre des Finances, Hernán Lacunza, l'a maquillé en disant qu'il s'agit d'une restructuration volontaire sans retirer de capitaux ni d'intérêts.

Le 28 août 2019 sera le jour où le gouvernement Macri aura reconnu qu'après avoir mené le cycle d'endettement le plus vertigineux de l'histoire de l'Argentine, il n'a pas pu respecter les échéances du capital et des intérêts selon les conditions convenues. Le Ministre des Finances, Hernán Lacunza, a informé qu'il y aura une vaste restructuration des échéances à court et à long terme, notamment le prêt du Fonds Monétaire International, ce qui signifie que presque toute la dette publique est en défaut et sans un accord en cours avec le FMI.

Dans un changement radical de ses politiques économiques, le gouvernement néolibéral de Mauricio Macri a publié dimanche un décret de nécessité et d'urgence qui imposait des limites jusqu'à la fin de l'année sur les achats et transferts de devises étrangères (jusqu'à 10 000 dollars), afin d'obtenir que le Fonds Monétaire International (FMI) débourse la dernière tranche d'un prêt qui pourrait faciliter la fin constitutionnelle de son mandat, le 10 décembre. De même, il a été interdit aux entreprises d'acheter des dollars à des fins de

trésorerie et les délais accordés aux exportateurs pour liquider sur le marché local les devises étrangères qu'ils obtiennent de leurs opérations ont été réduits. Depuis 2016, de nombreuses sociétés n'ont pas été liquidées, et pour cela, elles avaient le consentement du gouvernement.

La nouvelle réglementation sur l'accès au marché des changes imposée par la Banque Centrale, qui n'a pas entraîné de modifications substantielles du prix des devises, a commencé à s'appliquer lorsque la quasi-totalité des capitaux arrivés dans le pays ces trois dernières années avaient déjà émigré. Entre janvier et juillet, la sortie nette de ces investissements a été de 3,551 milliards de dollars et depuis avril 2018, date du début du processus de dévaluation, la sortie nette a été de 10,785 milliards de dollars.

Du lundi 12 août au jeudi 22 août, les réserves de change de la Banque Centrale sont passées de l'équivalent de 66,390 milliards de dollars à 59,790 milliards de dollars, et on en déduit que les réserves libres représentent un cinquième de ces réserves brutes.

Mais la route ne semble pas simple : l'Italie, la Suède et les Pays-Bas se sont opposés à un nouveau versement du FMI et ont exprimé leur refus de valider la prochaine tranche du prêt. Les trois membres, représentant un total de 29 pays et représentant 12,85 % des voix dans l'organisation, proposent de reporter l'évaluation du prochain décaissement jusqu'au remplacement présidentiel. Ils ont estimé que le gouvernement Macri viole les termes du programme convenu avec l'agence et ont exigé que le déboursement de 5,4 milliards de dollars, prévu pour le 15 septembre, soit suspendu jusqu'au remplacement présidentiel.

L'automne de Macri expose au grand jour la figure de l'ancienne responsable du Fonds Monétaire International (FMI), Christine Lagarde, aujourd'hui candidate à la tête de la Banque Centrale Européenne, lorsqu'on découvre qu'à la demande expresse des États-Unis, elle a prêté et continue de prêter de l'argent au gouvernement Macri, exigeant toujours plus d'ajustements, sachant qu'ils ne pourront plus payer lorsqu'on aura atteint la limite de la crise sociale.

Aujourd'hui, seuls les États-Unis sont prêts à sauver Macri, parce qu'ils ont besoin de lui comme associé dans le Sud, alors même que la figure du Président brésilien, Jair Bolsonaro, est en chute libre. Le soutien et le droit de veto des États-Unis permettent de garder espoir au gouvernement de recevoir les fonds nécessaires à la clôture du programme financier.

Lacunza avait annoncé que de 90% de l'encours de la dette (en pesos et en devises) détenue par les banques, les fonds d'investissement et les organismes institutionnels, qui expire dans les quatre prochains mois (pour l'équivalent d'environ 23,5 milliards de dollars), 15% seront annulés à l'échéance, 25% à 90 jours et les 60% restant à 180 jours, respectant les autres conditions de crédit initiales et le capital. Les 10% restants sont détenus par des êtres humains et les conditions convenues sont respectées.

Le gouvernement de Cambiemos peut présenter le défaut qu'il encourt comme un « reprofilage » de la dette, mais c'est une décision arbitraire parce qu'il n'a pas les ressources pour pouvoir payer les titres de créance qu'il a contractés de manière irresponsable. Le soutien tiède du FMI ne vise qu'à conditionner le gouvernement à venir à assurer sa dépendance et avec lui un ajustement des comptes publics.

Le capital financier et la politique d'endettement font que tous les sept ans la société argentine moyenne doit vivre la dérive de sa monnaie (avec elle la valeur de son travail et

de ses actifs) : Avec le Rodrigazo en 1975, la guerre des Malouines en 1982, la fin prévue du gouvernement de Raúl Alfonsín en 1989, l'effet Tequila en 2005, et après 12 ans d'administration de Kirchner, pendant lesquels non seulement le pays n'était pas endetté, mais la dette héritée a été restructurée avec une forte suppression et prolongation au moment du paiement, l'administration néolibérale actuelle a une fois encore subi l'endettement et la destruction de la monnaie.

Vide de pouvoir ?

Le message de la mission du Fonds dirigée par le directeur du Département de l'Hémisphère Occidental, Alejandro Werner, lorsqu'il a fait savoir qu'il n'y avait pas de pouvoir politique établi pour négocier, était que, dans les conditions actuelles, il ne pouvait y avoir aucun autre décaissement de l'agence, estimé à environ 5,4 milliards \$ et prévu le mois prochain, qui dépend en définitive de la décision du Président américain, Donald Trump.

Depuis le 11 août à minuit, alors qu'il apprenait que « son ami argentin » venait de rater l'occasion de gouverner et de prendre ses ordres pendant quatre ans, le président magnat n'a pas dit un mot ni envoyé un seul tweet sur l'Argentine.

Le cours politique de l'Argentine sera le facteur déterminant d'une éventuelle renaissance du cycle progressiste, à condition que le nouveau gouvernement, qui prendra ses fonctions le 10 décembre (si rien ne s'y oppose), décide de suivre cette voie et encourage la résurgence des organes d'intégration régionale et de coordination politique et la complémentarité économique, que les gouvernements néolibéraux ont gelé et/ou essayé d'annihiler.

Mais les élections primaires, ouvertes, simultanées et obligatoires, mieux connues sous le nom de PASO, ne servent que de thermomètre. Le premier tour des élections présidentielles n'aura lieu que le 27 octobre et tout indique que le front anti-macriste dirigé par Alberto Fernandez et Cristina Fernandez de Kirchner remportera le scrutin. Mais, il convient de noter que personne n'a encore été élu : il y a une sensation d'attente d'un nouveau gouvernement.

Ce qui a été démontré, c'est que la grande majorité de la population argentine rejette le modèle de subordination au capital financier et au FMI, mais la formule gagnante, prudemment, parlait à peine d'une restructuration de l'accord et ne disait rien sur un audit de la dette (comme celui réalisé en 2003 par Néstor Kirchner) et encore moins sur son non-paiement, qui est la demande des mouvements sociaux.

Ce n'est que le 10 décembre que le nouveau gouvernement entrera en fonction, à l'issue des élections du 27 octobre (et du 24 novembre s'il y a un second tour). Il reste beaucoup de temps, le gouvernement est assommé, l'alliance néolibérale Cambiemos disparaîtra sûrement d'ici là et le sentiment de vide du pouvoir a forcé le FMI à proposer un « ménage à trois » : il négocie avec le prochain gouvernement éventuel la tranche d'un prêt convenu avec le Macrisme.

Malgré le fait que la Banque Centrale ait vendu des réserves pour 9,326 milliards de dollars entre le lundi 12 août et le mercredi 28 août 2019, le dollar a augmenté de 3% en milieu de semaine, les actions ont chuté et l'effondrement des obligations a porté le risque pays à 2,346 points. Le FMI a préféré commencer à négocier avec Alberto Fernández les conditions

du nouveau décaissement, ce qui n'a pas été possible : le candidat est précisément cela, candidat.

L'équipe économique de Fernández a fait part à la délégation du FMI de sa volonté de « reformuler les accords sans exiger plus d'efforts de notre peuple », sans objectifs ni réformes, en précisant qu'aucun des quatre principaux objectifs de l'accord n'a été atteint, et qu'en réalité tout s'est aggravé depuis sa conclusion : l'économie a baissé de -1,7%, la dette publique a augmenté de 29 points du PIB, le chômage a atteint 10,1%, la pauvreté est passée au-dessus de 32% et l'inflation a atteint 53,9%.

Et ces dollars que le FMI a fournis avec de nombreux décaissements étaient destinés à la fuite des capitaux argentins pour certains et au retour des investissements étrangers spéculatifs pour d'autres, ce que le FMI a interdit lui-même par la loi. Du 1er janvier 2016 au 31 juillet 2019, la fuite des capitaux a atteint 73,17 milliards de dollars.

Les gagnants éventuels n'ont pas encore indiqué comment reprendre le chemin de la croissance et de l'amélioration de la redistribution des revenus, surtout quand elle dépend des ressources et du refinancement de la dette du FMI.

Les perdants

Et sur le pas de la porte se trouve l'accord de libre-échange du Mercosur avec l'Union Européenne, que Macri a annoncé en grande pompe pour montrer qu'il avait conquis une place dans le monde, et qui est aujourd'hui très proche du naufrage : faudra-t-il se battre et se donner encore ou se mettre à droite du nouveau subimpérialisme brésilien en émergence, protégé par l'UE ? Parce que le PASO n'était pas seulement la défaite du néolibéralisme populiste-bourgeois argentin, mais aussi des recettes du Fonds Monétaire International et du Président Donald Trump, qui n'a pas réussi à faire triompher ceux qui défendaient si bien leurs intérêts pendant trois ans et demi.

Trump a été celui qui a imposé au FMI l'aide financière de l'Argentine, pour avoir un fidèle subordonné dans le Cône Sud, déterminé à embrasser les agressions contre le Venezuela et l'Iran, cibles des stratégies géopolitiques de Washington. Satisfaisant les besoins des États-Unis et d'Israël, Macri avait déjà rempli la classification du Hezbollah comme groupe terroriste et préparé des définitions pro-israéliennes plus fermes lorsque la défaite électorale a eu lieu.

S'il y a une chose à sauver, c'est que l'Argentine a été près de 36 ans depuis le rétablissement des institutions et, au cours de cette période, attaché pratiquement sans faille aux formalités de cette démocratie.

Dans ses derniers discours schizophréniques, le vaincu Mauricio Macri tente de semer la peur, rendant le Kirchnerisme responsable du chaos existant, et un peu plus tard il cherche son aide, essayant d'établir un pacte de co-gouvernement avec Alberto Fernández. Pour clarifier : celui-ci, bien qu'il ait gagné les élections internes confortablement, n'a pas encore été élu à aucun poste.

Le vote de contestation a eu lieu grâce à la plate-forme offerte par l'ancienne Présidente Cristina Fernández de Kirchner, leader politique la plus lucide du pays, qui a sacrifié sa candidature présidentielle pour réaliser l'unité anti-macriste. Pour sa part, le gouvernement a encouragé la haine, le ressentiment de classe contre les pauvres et la peur ; il a essayé de

diaboliser les gouvernements de Kirchner et a réussi à faire rejeter par la population les élites au pouvoir, le soi-disant cercle rouge, le pouvoir factuel des grands hommes d'affaires et des hommes de front.

Mauricio Macri n'a pas appris de la belle-mère de Blanche-Neige et son miroir. Le plus gros problème, c'est quand on se nourrit de ses propres histoires et qu'on est aveuglé par ses propres fantasmes et mensonges, ses fausses nouvelles, ses micro-sondages, ses trolls et ses groupes de discussion. Le tsunami électoral a également touché d'autres candidats de droite qui ont spéculé sur les troubles populaires mais n'ont pas réussi à convaincre les gens ; le problème, c'est le modèle et aussi l'exécuteur.

La seule vérité est la réalité

La situation économique et sociale n'a cessé de se détériorer, ce qui s'est traduit par des inégalités sociales croissantes résultant du doublement des niveaux de pauvreté et d'indigence et d'une concentration accrue de la richesse. Les travailleurs ont perdu plus de 30% de leur pouvoir d'achat et la dette extérieure a plus que sextuplé.

C'est avec les Kirchner que le pays s'est à nouveau développé sur la base du marché intérieur, auquel se sont ajoutés les accords stratégiques du Mercosur, de l'Unasur et du CELAC, les organisations régionales d'intégration et de complémentarité, que Macri a si furieusement essayé d'anéantir.

Avec les deux gouvernements précédents, les exportations ont augmenté et surtout celles de l'industrie manufacturière, les revenus ont été redistribués en faveur des travailleurs, mais il est évident que les principaux capitaux étaient et sont entre les mains de la minorité qui a bénéficié de la dictature de Videla-Martínez de Hoz (1976-1983), associée aux capitaux étrangers, principalement des États-Unis.

La priorité des Péronistes-kirchneristes est de remporter les élections du 27 octobre, même sans présenter publiquement un plan gouvernemental, même si, dans leurs rangs, ils semblent d'accord avec le plan en 14 points présenté par l'entrepreneuriat industriel.

Tout cela constitue le cadre de cette troisième grande crise que le pays doit traverser depuis la reprise institutionnelle (1983). La première a été l'hyperinflation alfonsiniste (1989) suivie par le gouvernement néolibéral de Carlos Saúl Menem ; elle a été suivie par la crise financière (2001) sous le gouvernement de Fernando de la Rúa, qui a ouvert les portes d'une période de transition d'où le progressisme est sorti de la main de Néstor Kirchner.

L'Argentine vit la stagflation actuelle (inflation avec stagnation). Dans toutes les situations précédentes, la « solution politique » était de rétablir « l'équilibre de l'ancien système » caractérisé par un capitalisme décadent et une démocratie insuffisante. En l'absence de circonstances exceptionnelles, il est très probable que cette situation aboutisse à un gouvernement à mi-chemin entre le libéralisme menémiste et le progressisme kirchneriste.

Cette bourgeoisie rentière et parasitaire de l'État qui soutient l'Argentine, est la fille de ce massacre contre le meilleur du peuple, pendant la dictature civilo-militaire génocidaire. L'exploit des Kirchner était de la rendre moins parasite, moins rentière et plus productive, en essayant de démontrer qu'ils gagnaient plus et assuraient ce profit avec la production, avec la génération de valeur ajoutée.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon les constructeurs automobiles, 791 007 unités ont

été produites en 2013 et seulement 466 649 en 2018. Selon les producteurs de réfrigérateurs, en 2013, 1 050 000 unités ont été fabriquées dans le pays et en 2018 seulement 417 200. 12 550 tonnes de ciment ont été expédiées en 2013, alors que l'année dernière, ce chiffre était de 9 870 seulement.

Le processus inflationniste est généré parce que la bourgeoisie argentine, avec des marchés très « cartellisés », où peu de grandes entreprises – et parfois une seule – produisent certains biens (acier, aluminium, pétrochimie, laboratoires, sucre, yerba, lait et dérivés, farine, pétrole, entre autres) ont préféré une demande intérieure soutenue, augmenter les prix plutôt qu'augmenter leur production.

Les principaux hommes d'affaires, se croyant capables de réorganiser encore plus l'économie argentine en leur faveur, ont conspiré contre le gouvernement national et populaire et, bien qu'il soit vrai qu'ils aient d'abord réussi à le diviser et à soutenir ce que l'on appelle « les médias à large bande », puis, conscients que la publicité et le soutien de l'ambassade des États-Unis se tourneraient vers Mauricio Macri, le fils de l'un de ces hommes d'affaires, pour entreprendre en 2015 une course à la présidence, ils ont décidé de le soutenir ouvertement.

La seule chose que ce fils (pas prodigue, soit dit en passant) a faite a été de générer des affaires pour ses amis et pour le capital financier international, endettant le pays en dollars et à court terme pour payer les pensions, les salaires des policiers et des militaires, les travaux publics et les contrats de l'État qui sont payés en pesos.

Cela a inexorablement abouti au dérapage du 25 avril 2018 par l'achat sur le marché local des changes de 1,225 milliards de dollars à un prix moyen de 20,20 pesos (16 mois plus tard le taux de change du dollar dépasse 60 pesos), effectué essentiellement par les mêmes entités qui ont encouragé le placement des titres de créance argentins à l'étranger (JP Morgan, Morgan Stanley, HSBC, Deutsche Bank, Merill Lynch, entre autres).

C'est là que la bourgeoisie argentine, dirigée par les groupes Techint et Arcor, principaux référents de l'Union Industrielle Argentine (UIA), a promu le 4 juillet 2018 un plan en 14 points qui favorise la croissance industrielle et protège le marché intérieur mais où les salaires, en dollar, devaient être inférieurs à ceux du Brésil qui ne sont évidemment ni proches des salaires allemands ni de ceux des États-Unis.

La réponse immédiate du gouvernement a été de distribuer des photocopies d'un carnet de notes d'un chauffeur nommé Oscar Centeno, qui travaillait au Secrétariat des Travaux Publics, qui, comme une copie de l'affaire Odebrecht au Brésil, a accusé les principaux entrepreneurs d'État, dont le cousin du Président Macri, Angelo Calcaterra, de payer des commissions.

Les hommes d'affaires locaux ont réalisé qu'ils n'avaient plus de place dans le scénario conçu par le capital international pour l'Argentine. Ils disposent encore d'un petit espace – dans le champ d'hydrocarbures de Vaca Muerta ou dans la production et l'industrialisation des céréales – mais ces activités intéressent aussi les sociétés transnationales.

Le gouvernement de Mauricio Macri finit en titubant, s'accrochant au FMI, qui a déjà lâché (au moins) une main, et essayant de ne pas tomber. Les résultats économiques, sociaux et politiques montrent que depuis le 1er janvier 2016, des capitaux d'une valeur de 73,170 milliards de dollars ont fui ; que les niveaux de désinvestissement sont alarmants, au-delà

de 13% du PIB (le pays ne parvient pas à générer des fonds pour l'amortissement des machines et équipements) et que la consommation diminue, en raison du chômage et des bas salaires.

Le gouvernement macriste dépendait de la réception de la tranche retardée de septembre 2019 du prêt du FMI, d'un montant d'environ 5,421 milliards, pour être en mesure de payer l'échéance des bons du Trésor et ne pas se trouver en situation de défaillance de fait. Mais le prêt n'arrivera pas.

La fin de la délégitimation et presque sans soutien, le gouvernement de Cambiemos s'effondre sans pouvoir contrôler les variables économiques internes et externes et avec des niveaux de chômage et de pauvreté qui ressemblent aux résultats du gouvernement de Raúl Alfonsín en 1989 ou de Fernando de la Rúa en 2001. Ce qu'il espère, c'est que le FMI (et derrière lui, les États-Unis) ne l'abandonnera pas complètement. Le soutien tiède du FMI ne vise qu'à conditionner le gouvernement à venir à assurer sa dépendance.

Le « vide du pouvoir » rend stérile toute mesure et plus encore celles prises par le gouvernement macriste après le PASO, ce qui signifie un défaut caché aux graves conséquences pour la société et un conditionnement pour le prochain gouvernement dans un pays brisé. Mais ce gouvernement va-t-il tenir jusqu'au 10 décembre ?

Aram Aharonian et Horacio Rovelli

Article original en anglais : [La derrota neoliberal y del FMI, y el default argentino, gravitan en el futuro regional](#), Alainet, le 4 septembre 2019

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [alainet.org](#)

Copyright © [Aram Aharonian](#) et [Horacio Rovelli](#), [alainet.org](#), 2019

Articles Par : [Aram Aharonian](#)
et [Horacio Rovelli](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca